

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves et des enseignants de l'Enseignement secondaire technique et professionnel**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92*bis*, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération conclu le 22 juin 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles;

Considérant que ces dispositions permettent aux Communautés et aux Régions de conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la gestion conjointe de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres ou sur le développement d'initiatives en commun;

Considérant que la Région wallonne a fait de la formation professionnelle des jeunes un objectif majeur de sa politique générale de relance économique;

Considérant que la réussite de cette politique implique notamment la formation optimale des jeunes filles et des jeunes gens qui suivent les cours de l'enseignement technique et professionnel;

Considérant que la Communauté française a développé, en collaboration avec les responsables des entreprises la définition de profils de qualification sur base desquels ont été construits des profils de formation;

Considérant que la réalisation concrète des profils de formation exige entre autres la disposition d'équipements performants et des efforts complémentaires de formation en cours de carrière des membres du personnel;

Considérant dès lors qu'il apparaît opportun de conclure un accord de coopération relatif à la mise à disposition d'équipements performants afin d'assurer les synergies les plus efficaces entre les politiques régionales de développement de l'Emploi et de la Formation et les politiques communautaires de développement de l'Enseignement secondaire technique et professionnel.

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son ministre-président, Hervé Hasquin, et du ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres, Pierre Hazette;

et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son ministre-président, Jean-Claude Van Cauwenberghe, et de la ministre de l'Emploi et de la Formation, Marie Arena.

Ont convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Il est instauré un Fonds d'équipement pédagogique pour l'enseignement secondaire technique et professionnel, ci-après dénommé « le Fonds ».

Le Fonds a pour mission :

1° de moderniser l'équipement pédagogique de base dans les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel, pour autant que ces établissements s'incrivent :

- a) dans la mise en œuvre d'une offre de formation harmonisée;
- b) dans une politique de formation, en cours de carrière, des professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle;
- c) dans l'application des profils de formation, y compris la mise en œuvre des outils pédagogiques et des épreuves d'évaluation y afférents.

2° de participer au financement des centres de compétences régionaux mettant à la disposition des élèves des classes terminales et des enseignants de l'enseignement secondaire technique et professionnel des équipements destinés à assurer une offre de formation spécifique à ces publics.

En ce qui concerne la modernisation des équipements, une priorité est donnée aux projets qui s'incrivent dans l'utilisation la plus efficace des moyens au profit de l'ensemble des établissements scolaires d'un bassin de formation, quel que soit leur réseau et leur caractère d'enseignement, et ayant reçu un avis favorable de la part du fonds sectoriel concerné, tel que visé à l'article 3, 2°, c).

La Communauté française informe régulièrement le Comité de gestion du Fonds des mesures de formation en cours de carrière qu'elle prend en faveur des professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle.

**Art. 2.** Afin de remplir les missions décrites à l'article 1<sup>er</sup>, il est inscrit au budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année 2000 :

- un Fonds alimenté à concurrence de 200 millions par la Région wallonne;
- un crédit de 50 millions.

Le crédit de 50 millions sera utilisé conformément aux modalités prévues pour le Fonds aux articles 3, 6, 7 et 8.

Au moins trois quarts des moyens disponibles du Fonds et du crédit de 50 millions sont affectés à la modernisation des équipements dans les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel, le solde aux projets de formation spécifiques des centres de compétence.

**Art. 3.** L'accès au Fonds consiste, sous réserve de l'accord du Comité de gestion visé à l'article 6, en un droit de tirage conditionné :

1° pour les centres de compétences, par :

- a) la mise à disposition, en début d'année scolaire, d'un programme de formation spécifique aux bénéficiaires mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, et quantifié par centre;
- b) la budgétisation des coûts en matériel afférents à la réalisation dudit programme, à hauteur de maximum 25 % du Fonds;

2° pour les établissements d'enseignement, par :

- a) le respect des trois critères mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 1°;

- b) une participation d'au moins 20 % par établissement dans le coût total de l'acquisition;
- c) la sollicitation d'un avis, auprès du fonds sectoriel concerné, sur la pertinence des acquisitions.

Art. 4. Des financements complémentaires pourront être recherchés, soit auprès des partenaires sociaux dans le cadre des fonds sectoriels, soit auprès des fonds structurels européens dans le cadre des Objectifs 1 et 2.

Art. 5. Les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne, ci-après dénommés « les Gouvernements », créeront de concert et, le cas échéant, en collaboration avec la Région de Bruxelles-Capitale, une fondation destinée à recevoir les contributions volontaires des entreprises. La fondation est associée, selon des modalités dont conviendront les Gouvernements, au Comité de gestion visé à l'article 6.

Art. 6. Le Fonds est géré conjointement par un organe créé par les deux Gouvernements, ci-après dénommé « Comité de gestion ».

Le Comité de gestion est composé de :

- 1° trois représentants du Gouvernement wallon;
- 2° trois représentants du Gouvernement de la Communauté française;
- 3° un fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;
- 4° quatre représentants des partenaires sociaux désignés par le CESRW;
- 5° le directeur général de l'enseignement obligatoire de la Communauté française;
- 6° quatre représentants du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;
- 7° un représentant de la direction générale de l'Economie et de l'Emploi et un représentant de l'administration de la Communauté française, avec voix consultative, chacun assurant alternativement le secrétariat.

La présidence du Comité de gestion est assurée alternativement par les représentants des Gouvernements visés à l'alinéa 2, 1° et 2°.

Art. 7. Le Comité de gestion est chargé :

- 1° d'approuver l'offre spécifique des centres de compétence;
- 2° de sélectionner les demandes d'équipement des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel;
- 3° de superviser la mise en œuvre du plan d'équipement pédagogique;
- 4° d'évaluer les actions de formations mises en œuvre par les centres de compétence dans le cadre du présent accord;
- 5° d'adresser aux Gouvernements, après une concertation de l'ensemble des acteurs concernés par le présent accord, une évaluation annuelle globale ainsi que tout avis ou proposition de nature à mieux rencontrer les objectifs définis à l'article 1<sup>er</sup>.

En outre, seuls les représentants visés à l'article 6, alinéa 2, 1° et 2°, déterminent les modalités d'accès aux équipements pour l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement supérieur telles que visées à l'article 8.

Le Comité de gestion crée en son sein une cellule technique chargée du suivi opérationnel des projets.

Le Comité de gestion prend ses décisions par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il est requis une majorité des deux tiers des membres à voix délibérative.

Les Gouvernements arrêtent les modalités de fonctionnement du Comité de gestion, en ce comprise la méthodologie de sélection des demandes d'équipement, et approuvent son règlement d'ordre intérieur, sur proposition du Comité de gestion.

Art. 8. Dans un souci de rentabilisation maximale, le matériel pédagogique acquis avec les moyens du Fonds pour l'enseignement secondaire technique et professionnel est mis à disposition de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale, selon des modalités fixées par les membres du Comité de gestion visés à l'article 6, alinéa 2, 1° et 2°, et, entre autres, dans les établissements partagés par l'enseignement secondaire technique et professionnel et l'enseignement de promotion sociale.

Art. 9. Sans préjudice de l'article 1<sup>er</sup>, 2°, les centres de compétence régionaux sont ouverts aux enseignants de l'enseignement secondaire de plein exercice, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur selon les règles de fonctionnement de ces centres.

Art. 10. Le présent accord est conclu pour une durée d'un an. Le montant du Fonds est renégocié par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française selon les modalités prévues par l'accord global de coopération du 22 juin 2000 et sur la base de l'évaluation de l'année précédente, telle que visée à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°.

Fait à Namur, le 4 juillet 2000, en quatre exemplaires originaux.

Pour la Région wallonne :

Le ministre-président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE.

La ministre de l'Emploi et de la Formation,

M. ARENA.

Pour la Communauté française :

Le ministre-président,

H. HASQUIN.

Le ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 3136

[C — 2000/2942 5]

**30 NOVEMBER 2000. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogisch materiaal voor de leerlingen en leerkrachten uit het secundair technisch en beroepsonderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** Het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogisch materiaal voor de leerlingen en leerkrachten uit het secundair technisch en beroepsonderwijs wordt bekrachtigd.

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 30 november 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het Onthaal en de pdrachten aan ONE,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL.

—  
Nota

*Zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 111-1. — Verslag, nr. 111-2.*

*Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 21 november 2000.*

**Samenwerkingsakkoord tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogisch materiaal voor de leerlingen en leerkrachten uit het secundair technisch en beroepsonderwijs**

Gelet op artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord dat is gesloten op 22 juni 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest met betrekking tot de financiering van de samenwerking in het raam van het gekruist beleid, de Europese structuurfondsen en de uitbouw van de cultuurbedrijven;

Overwegende dat deze bepalingen de Gemeenschappen en de Gewesten toelaten samenwerkingsakkoorden te sluiten, met name met betrekking tot het gezamenlijk beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, de gezamenlijke uitoefening van bevoegdheden of het gezamenlijk realiseren van initiatieven;

Overwegende dat het Waals Gewest de beroepsopleiding van jongeren tot het hoofddoel heeft gemaakt van zijn algemeen beleid voor economische heropleving;

Overwegende dat het welslagen van dit beleid meer bepaald de optimale opleiding inhoudt van jonge meisjes en jongeren die lessen volgen in het technisch en beroepsonderwijs;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, in samenwerking met de bedrijfsleiders, de kwalificatieprofielen heeft vastgesteld op grond waarvan de opleidingsprofielen zijn voortgevoeld;

Overwegende dat de concrete invulling van de opleidingsprofielen onder meer noopt tot doeltreffende voorzieningen en bijkomende opleidingsinspanningen tijdens de loopbaan van de personeelsleden;

Overwegende derhalve dat het aangewezen is een samenwerkingsakkoord te sluiten met betrekking tot de terbeschikkingstelling van doeltreffende voorzieningen zodat een zo efficiënt mogelijke wisselwerking gecreeërd wordt tussen het gewestelijk beleid dat is gericht op de ontplooiing van de tewerkstelling en de opleidingen en het beleid van de Gemeenschap dat gericht is op de uitbouw van het secundair technisch en beroepsonderwijs.

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, Hervé Hasquin, van de Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren, Pierre Hazette,

en

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van zijn Minister-President, Jean-Claude Van Cauwenberghe en van de Minister van Tewerkstelling en Opleiding, Marie Arena,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Er wordt een Fonds voor pedagogisch materiaal ten behoeve van het secundair technisch en beroepsonderwijs ingesteld, hierna « het Fonds » genoemd.

Dit Fonds heeft als taak :

1° de pedagogische basisvoorzieningen te moderniseren in de onderwijsinrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs, voor zover deze inrichtingen aansluiten :

- a) bij de totstandkoming van een uniform opleidingsaanbod;
- b) bij een opleidingsbeleid, tijdens de loopbaan, voor de leerkrachten van technische vakken en praktijklessen;
- c) bij de toepassing van de opleidingsprofielen, met inbegrip van de toepassing van pedagogische hulpmiddelen en bijbehorende beoordelingsproeven;

2° bij te dragen tot de financiering van de regionale opleidingscentra die materiaal ter beschikking stellen van de leerlingen uit het laatste jaar en van de leerkrachten uit het secundair technisch en beroepsonderwijs, zodat deze doelgroep een specifiek opleidingsaanbod krijgt.

Wat de modernisering van deze voorzieningen betreft, wordt voorrang gegeven aan de projecten die deze middelen zo efficiënt mogelijk aanwenden ten voordele van alle schoolinrichtingen in een welbepaalde opleidingsrichting, ongeacht het niveau en het soort onderwijs, en die een gunstig advies hebben gekregen van het desbetreffend sectoraal fonds, zoals bedoeld in artikel 3, 2°, c).

De Franse Gemeenschap stelt het Beheercomité van het Fonds regelmatig in kennis van de opleidingsmaatregelen die zij treft tijdens de loopbaan ten behoeve van de leerkrachten die technische vakken of praktijklessen geven.

Art. 2. Om tegemoet te komen aan de in artikel 1 gestelde opdrachten, staat er op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, voor het jaar 2000, ingeschreven :

- een Fonds, dat door het Waals Gewest gespijsd wordt ten belope van 200 miljoen BEF,
- een krediet van 50 miljoen BEF.

Het bedrag van 50 miljoen BEF zal worden aangewend overeenkomstig de wijzen bedoeld voor het Fonds in artikelen 3, 6, 7 en 8.

Minstens drie vierden van de beschikbare middelen van het Fonds en van het krediet van 50 miljoen BEF worden bestemd voor de modernisering van de voorzieningen in de inrichtingen voor het secundair technisch en beroepsonderwijs, het resterend bedrag wordt bestemd voor de specifieke opleidingsprojecten van de opleidingscentra.

Art. 3. Het Fonds is toegankelijk, onder voorbehoud van de instemming door het in artikel 6 bedoelde beheercomité, via een trekkingsrecht ondergeschikt aan de voorwaarde :

- 1° voor de opleidingscentra, om
  - a) bij de aanvang van het schooljaar, een specifiek opleidingsprogramma aan te bieden aan de in artikel 1, 2°, bedoelde begunstigden, waarvan het aantal bepaald wordt door het centrum;
  - b) de budgettering van de bijbehorende materiaalkosten voor de uitvoering van het programma te plafonneren op 25 % van het Fonds;
- 2° voor de onderwijsinrichtingen, om :
  - a) de in artikel 1, 1°, bedoelde criteria in acht te nemen;
  - b) een participatie te hebben van minstens 20 % in de totale aankoopsom per inrichting;
  - c) het advies in te winnen bij het betrokken sectoraal fonds inzake de relevantie van de aankopen.

Art. 4. Bijkomende financieringen kunnen worden gezocht, hetzij bij de sociale partners in het raam van de sectorale fondsen, hetzij bij de Europese structuurfondsen in het raam van de Doelstellingen 1 en 2.

Art. 5. De Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waals Gewest, hierna « de Regeringen » genoemd, zullen gezamenlijk en, desgevallend, in samenwerking met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een stichting in het leven roepen die vrijwillige bijdragen uit de bedrijfswereld in ontvangst zal nemen. De stichting wordt, volgens de door Regeringen nog nader te bepalen regelen, verbonden aan het in artikel 6 bedoelde Beheercomité.

Art. 6. Het Fonds wordt gezamenlijk beheerd door een orgaan dat door beide Regeringen wordt opgericht, hierna « Beheercomité » genoemd.

Het Beheercomité is samengesteld uit :

- 1° drie vertegenwoordigers van de Waalse Regering;
- 2° drie vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschapsregering;
- 3° een leidend ambtenaar van de Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling;
- 4° vier vertegenwoordigers van de sociale partners aangeduid door de CESRW (Sociaal-Economische Raad van het Waals Gewest);
- 5° de directeur-generaal van de verplicht onderwijs van de Franse Gemeenschap;
- 6° vier vertegenwoordigers van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs;
- 7° een vertegenwoordiger van het directoraat-generaal van Economie en Tewerkstelling en een vertegenwoordiger van het bestuur van de Franse Gemeenschap, met adviserende stem, die elkeen beurtelings het secretariaat verzorgen.

Het voorzitterschap van het Beheercomité wordt beurtelings waargenomen door de in het tweede lid, 1° en 2°, bedoelde regeringsvertegenwoordigers.

Art. 3. Het Beheercomité :

- 1° keurt het specifiek aanbod van de opleidingscentra goed;
- 2° selecteert de aanvragen om voorzieningen van de inrichtingen van het secundair technisch en beroepsonderwijs;
- 3° houdt toezicht op de uitvoering van het pedagogisch voorzieningsplan;
- 4° evalueert de in het raam van dit akkoord door de opleidingscentra uitgevoerde opleidingsacties;
- 5° verstuurt aan de Regeringen, na overleg met alle bij dit akkoord betrokken actoren, een globale jaarlijkse evaluatie alsmede ieder advies of voorstel die de in artikel 1 bedoelde doelstelling beter helpen bereiken.

Daarnaast bepalen enkel de in artikel 6, tweede lid, 1° en 2°, bedoelde vertegenwoordigers de toegangsvoorwaarden tot de voorzieningen voor het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs zoals bedoeld in artikel 8.

Het Beheercomité richt, in zijn midden, een technische cel op die instaat voor de operationele follow-up van de projecten.

Het Beheercomité neemt beslissingen op grond van een consensus. Indien geen consensus kan worden bereikt, dient een tweederde meerderheid van de stemgerechtigde leden te worden bekomen.

De Regeringen leggen de werkingsregels van het Beheercomité vast, alsmede de selectiemethodologie van de voorzieningsaanvragen en keuren het huishoudelijk reglement goed dat door het Beheercomité wordt voorgelegd.

Art. 4. In een streven naar maximale rendabiliteit wordt het pedagogisch materiaal dat is aangeschaft met de middelen van het Fonds voor het secundair technisch en beroepsonderwijs ter beschikking gesteld van het hoger onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd door de leden van het Beheercomité bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1° en 2°, en, onder meer, in de inrichtingen die worden gedeeld door het secundair technisch en beroepsonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 5. Onverminderd artikel 1, 2°, staan de regionale opleidingscentra open voor de leerkrachten uit het voltijds secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs volgens de werkingsregels van deze centra.

Art. 6. Dit akkoord wordt gesloten voor de periode van één jaar. Het bedrag van het Fonds is het voorwerp van nieuwe onderhandelingen tussen de Regeringen van het Waals Gewest en van de Franse Gemeenschap volgens de regels voorzien in het Globaal Samenwerkingsakkoord van 22 juni 2000 en op grond van de evaluatie van het voorgaand jaar, zoals bedoeld in artikel 7, eerste lid, 5°.

Gedaan te Namen, op 4 juli 2000, in 4 originele exemplaren.

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Opleiding,

M. ARENA

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

H. HASQUIN

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE



F. 2000 — 3137

[S - C - 2000/29426]

**30 NOVEMBRE 2000. — Décret portant assentiment de l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif aux programmes d'immersion linguistique (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif aux programmes d'immersion linguistique, est ratifié.

**Art. 2.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE